

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Situation de LIBERTÉ

Fernand Ouellette

Volume 16, numéro 5-6 (95-96), septembre-décembre 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1493ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ouellette, F. (1974). Situation de LIBERTÉ. *Liberté*, 16(5-6), 44-53.

Tous droits réservés © Gaëtan Lévesque, 1974

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Situation de LIBERTÉ

En ces jours difficiles, la pression de la violence sur la pensée est si aiguë, si omniprésente que toute problématique, tout travail en vue d'une éclaircie ne peuvent être subis que telle une passion. Quels seraient donc, en ce qui me concerne (car je ne peux parler au nom de mes camarades), les axes de préoccupation d'une revue comme LIBERTÉ, laquelle, depuis sa fondation, ne s'est mise sous la tutelle d'aucune idéologie ; ce qui, pour quelques-uns obsédés par le besoin de structure et d'encadrement, paraît fort scandaleux et confortable ? Mais le confort intellectuel n'est-il pas dans l'adéquation à certaine idéologie dominatrice ? Et si LIBERTÉ était engagée dans l'errance inévitable qu'est toute quête de nouvelles « valeurs » ? Non pas que LIBERTÉ ne reflète pas un ensemble d'idées oscillant entre quelques idéologies principales, mais plutôt que LIBERTÉ n'accepte aucune idéologie dominante, et sans doute le fait même de l'autorité d'une idéologie dans une société donnée. On pourrait affirmer que LIBERTÉ est sensible à un certain nombre de concepts et de mythes qui vont de la *totalité à l'écriture*, sans toutefois se soucier d'abord des modalités, des techniques de transformation de notre société. (N'oublions pas que LIBERTÉ est constituée de romanciers et de poètes, et non de syndicalistes ou de sociologues, etc.) Mais serait-ce là forcément sa principale fonction ? Si elle ne vise pas à l'instauration d'une idéologie, et conséquemment au

pouvoir, comment pourrait-elle avoir une stratégie, s'engager vraiment dans des tactiques ? Or celui qui combat avec patience, de jour en jour, la progression du désespoir en l'humanité et en l'homme, risque fort d'être qualifié de réactionnaire ou de régressif. Pourtant qui oserait dire qu'il s'agit là d'un combat d'arrière-garde ? Que d'espérance ne faut-il pas pour tout arracher quotidiennement au désespoir. Afin de saisir rapidement sa situation, disons que LIBERTÉ, de la façon dont je conçois son rôle, s'oppose à tout ce qui s'en prend à l'intégrité et à l'entièreté de l'homme. Ces concepts me paraissent suffisamment opératoires. Ils me permettent de dénoncer les masques du fascisme et ses multiples actions souterraines. En ce sens LIBERTÉ ne peut que s'élever contre toute idéologie réductrice. De nombreux articles et poèmes témoignent de cet acharnement. Ce qui n'a l'heur de plaire aux petits terroristes de l'idéologie, prétendant que nous avons usurpé le titre de notre revue. N'est-ce pas déjà répondre à ceux qui nous reprochent certaines absences que de leur dire que LIBERTÉ devrait avoir pour unique obsession : *une vigilance tournée vers la totalité et le changement de l'homme*. Comment pourrait se manifester cette vigilance, si elle s'orientait vers quelques problèmes d'aujourd'hui ?



Il me semble que le point capital de la réflexion n'est plus de s'attacher à l'observation de la mort des « valeurs », puisque les « valeurs » de l'ancien humanisme élitiste sont mortes, mais bien de tenter d'appréhender courageusement quelques images plus ou moins utopiques, de s'agripper à certains signes, de poursuivre les traces de la lumière. LIBERTÉ ne peut se tourner que vers l'*Utopie*.

Il n'y a peut-être pas d'autre horizon pour des poètes et des romanciers qui s'engagent dans le monde. Le forçement d'imagination est sans doute ce qui manque le plus. Il va de soi que cela implique un effort de distanciation à l'égard des

systèmes, des orthodoxies, des modes, sans lequel un vivant retour aux sources, une grave *innocence* devant les possibles paraîtraient impensables. Cela suppose que les hommes de LIBERTÉ n'aient pas vraiment de soucis sérieux de rattrapage, c'est-à-dire que malgré leur propre situation fragile, malgré les symptômes de l'affaissement moral de leur société qui n'arrive plus à se décider, à choisir l'autonomie, ils n'en demeurent pas moins eux-mêmes en état d'éveil, échappant sans cesse à l'abîme de la dépression et de la tentation du sommeil, avant tout conscients des mouvements majeurs de l'histoire des hommes. Cela signifie qu'ils ne s'arrêtent pas de vivre, qu'ils ne se contentent pas de piétiner comme si leur québecitude seule fondait leur désir de vie et d'espérance, comme si l'être humain en eux était soumis aux frontières physiques et intellectuelles de leur patrie. Certes, c'est là qu'ils jouent leur destin, et qui n'en est pas conscient ? mais ce n'est pas entre ces limites qu'ils réussiront l'homme qu'ils sont.

* * *

Je crois que l'un des écueils de la pensée et de l'action au Québec est la *complaisance dans l'impuissance*. (N'est-ce pas là l'une de nos névroses ?) N'a-t-il pas assez duré ce besoin anxieux de marquer une pause, de se retourner, d'établir des bilans, comme si nous doutions tellement de notre existence qu'il nous fallait à chaque mouvement de l'esprit, à chaque prise de conscience de notre impuissance, s'arrêter pour mieux se considérer soi-même afin de bien se culpabiliser, de bien souffrir de notre incapacité. (Le dernier bilan de *Maintenant* sur une certaine idée du Québec, est significatif de cette maladie de l'autocritique qui nous attend à chaque tournant, à chaque dépression.) Nous avons la hantise des sables mouvants. On voit bien que nous sommes angoissés, dans l'insécurité profonde, depuis que nous avons rompu les nombreux liens avec notre ancienne cité. Nous n'en finissons plus de paralyser, de nous mépriser, de rêver de l'*action*. Ceci, bien

entendu, nous permet de justifier notre absence là où nous devrions être : *le lieu de l'écriture*. J'entends bien le lieu du travail d'*écrivain*, et non particulièrement de l'effort de l'*écrivain*. Qu'est-ce que ces écrivains, ces journalistes qui ne cessent pas de nous soumettre à des examens de conscience, comme nos anciens confesseurs, mais qui n'écrivent plus ? D'où vient cette tendance qu'a l'écrivain d'ici d'être *tout*, c'est-à-dire à la fois politique, économiste, sociologue, syndicaliste, journaliste, comme si sa seule présence en faisait un maître de la fonctionnalité, un moraliste, un empêqueur de tourner en rond ? Certes la stabilité précaire de notre société, son avenir sombre nous poussent à ce rôle de vigilance. Certes, l'écrivain doit être un veilleur, il doit être sensible à tout avilissement, à toute imposture, mais là n'est pas son premier espace d'agir. Sartre disait avec raison que l'écriture est un acte. Le poème est un acte. Et j'ajouterais un acte qui dans le champ de ses vibrations transcende toute fonctionnalité, toute efficacité. C'est pourquoi l'écrivain ne doit pas se sentir coupable de n'avoir pas choisi le pouvoir, lieu de la stratégie et de l'efficacité. L'écrivain n'a pas à être coupable de conserver une certaine dignité face aux agissements de l'Etat. L'écrivain n'a pas à couler sous le temporel. Car peut-être rassemble-t-il des signes qui, dans leur nouvelle réalité, sont au-delà de l'immédiat perceptible ? Sans espérance, il n'y a pas de travail d'écriture possible. Pour qu'il y ait écriture, il faut parvenir à se détacher avec lucidité de l'immédiat. Autant il faut être conscient du *présent*, autant il ne faut pas s'empêtrer dans l'*immédiat*.

* * *

Notre génération d'écrivains, c'est un fait, n'a pas été polarisée par le besoin du pouvoir. Comme si elle avait senti que celui-ci, en cette fin de civilisation, est souvent un instrument de dégradation, une cause d'accélération de la mort de l'homme. Il y a tout de même quelque chose d'aberrant dans le fait que celui qui a oeuvré à l'effondrement d'Allende,

qui a joué contre Chypre, reçoive le prix Nobel de la Paix pour sa négociation dans la fausse paix du Viêt-nam. Quel exemple convaincant de pouvoir aux mains sales... Pensons que seule la presse soviétique officielle, à la fin, appuyait encore Nixon... Autre exemple : que penser de la réaction de nos *ex-citêlibristes* face aux massacres du Chili ? Ne se sont-ils pas empressés trop rapidement d'appuyer un régime de militaires, de meurtriers, de fascistes qui ne se distinguaient des nazis qu'en exterminant des hommes de gauche au lieu de Juifs ? Combien de réfugiés politiques chiliens ont-ils été admis dans ce grand Canada de nos beaux humanistes internationalistes ? Quelle est leur liberté de manoeuvre véritable ? La prise de pouvoir ne leur permettrait plus d'analyser objectivement une situation ? Et je ne parle pas des événements d'octobre 1970... C'est sous le pouvoir de nos grands chrétiens que certains poètes du Québec, sans parler des autres, ont dû marcher nus à « quatre pattes » dans l'anti-chambre de la salle des interrogations et des mensonges ? Ce sont leurs policiers, et non la Guépéou, qui ont humilié tant d'hommes et de femmes. Comme aurait dit Mandelstam ; rue Parthenais, ils ont eu rendez-vous avec leur Etat. Dans les vraies ou fausses situations de crise les Etats se ressemblent. Nous sommes bien conscients de ce que nous rejetons quand nous refusons d'envisager l'accession au pouvoir. Confrontés à cette dialectique pouvoir-valeur, nous écartons toute focalisation sur le pouvoir.

Dans cette perspective, comment ne pas s'opposer à un certain *ordre nouveau* lequel, conçu pour l'efficacité, la technologie, robotise l'homme ? Qu'avons-nous à faire d'une *raison* qui se laisse aimer par l'efficacité et non plus par la vérité ? Tout idéalisme autoritaire tend au fascisme. Sur quoi se fonderait cette autorité ? Sur la vision romaine de l'Empire et de César ? Sur l'attraction médiévale de la Cité de Dieu ? Il n'y a pas un *ordre*, une *autorité*, mais un *organisme social complexe* d'individus qui se tournent vers l'unité d'une action commune, en vue d'une plus grande liberté et d'une plus

grande justice. Dans une pareille conception de la société on ne peut considérer le pouvoir que tel un service. (Ce concept a-t-il encore un sens depuis que les militaires l'utilisent ?) Toute imposition d'un concept d'Etat qui s'appuie sur l'accroissement du produit national brut, ou encore sur l'établissement d'une autorité contraignant tout esprit à l'oeuvre de la lutte des classes, est une forme de fascisme. (Que les tableaux d'une trentaine de peintres libres, en Russie, aient été attaqués par des *bulldozers* accompagnés de policiers, me semble étrangement symbolique des moyens qu'utilise un Etat de camarades.) Pour le moment, certes, nous ne pouvons que nous accrocher à l'Utopie, considérant comme utopique toute nouvelle organisation des relations humaines qui échappe à l'une ou l'autre forme de fascisme et de pouvoir. L'Utopie est bien le milieu de la totalité humaine. Comme le disait Novalis, la violence de ce qui est terrestre ne prendra-t-elle pas fin ? Toute réduction de la totalité est violence. Que ce soit dans la pensée dite libérale de nos gouvernements fonctionnalistes, ou encore dans le confort idéologique de la structure préconisée par le marxisme. C'est souvent là où l'idéologie prétend coller le plus à la réalité humaine, qu'elle s'en éloigne davantage.

* * *

Puisque j'ai souligné la distance nécessaire vis-à-vis de la mythologie ordre-autorité-pouvoir-argent-lutte des classes, comment réfléchir au *national*, du moins dans ce Québec qui s'effrite sous la gérance de commis. Le *national*, ou l'idée d'indépendance politique, est avant tout un point de départ, la constatation qu'un peuple s'intègre dans l'humanité. Car enfin il faut bien que les hommes aient un sol et des racines. Il ne faut jamais que l'*identité* d'un peuple soit mise en cause, ni celle d'un individu né dans ce peuple. (On sait comment Peter Schwiefert fut un témoin de l'*identité*, comment il s'est opposé à la négation par les nazis de ce qu'il avait de plus inattaquable : son identité de Juif-Allemand. Cf. *l'Oiseau n'a*

plus d'ailes . . .) Mais toute affirmation de l'unicité nationale qui ne se charge pas de l'humanité entière, afin d'établir son équilibre, est une imposture, une duperie. D'aucune façon la totalité humaine ne peut se réduire au national. Bien au contraire, le national vise à projeter une image singulière de la totalité, de l'universel. Ceci m'amène à combattre toute pensée nationale qui ne porte que sur l'affirmation de soi au détriment de la conscience de la totalité. Quand la conscience est malade, il y a toujours un danger d'hypertrophier son nombril dans l'économie générale d'une insertion de ce que nous sommes vraiment. Il ne s'agit pas d'avoir une conscience masochiste, d'opérer continuellement la réduction de nos moindres actes, mais d'envisager lucidement notre évolution particulière dans le destin global de l'humanité. Collectivement, peut-être sommes-nous un possible qui n'a pas encore pris conscience de son orientation véritable? Un peuple qui craint son autonomie — en ceci encouragé par une grande partie de son élite politique et économique — est prochainement en péril.

Sur un autre plan (bien que nous collions encore au national) m'apparaît comme une manifestation de fascisme culturel toute tendance à n'exalter que le niveau de langage le plus élémentaire d'une langue. Il n'y a pas quant à moi de reflet de lutte des classes entre les divers niveaux de langage, mais un élargissement, une conquête depuis l'expression la plus instinctive, la plus fondamentale, jusqu'à la plus grande complexité, l'expression totale, la puissance de la parole.

Dans cette optique, le *joual montréalais*, par exemple, n'est pas le signe distinctif du peuple québécois et n'a pas à être privilégié comme tel : il est le fait d'une situation vécue de la langue sous la pression de notre histoire et du bilinguisme, c'est-à-dire l'agression de la langue de la majorité anglo-saxonne. Bien qu'assumé, le *joual* n'en demeure pas moins un niveau de langage qui ne permet pas de saisir la totalité de la culture et de l'histoire de la pensée. Ce n'est pas le langage de la mémoire, ni de la réflexion, ni de l'imaginaire, mais le

langage d'une communication élémentaire, presque viscérale, avant que ne s'épanouisse la parole dans toute son ampleur langagière. Prôner le niveau de langage le plus primaire est une forme de fascisme. C'est prétendre maintenir dans la fosse du silence la plupart des hommes, au lieu de leur donner la possibilité de développer en eux la richesse des langages qui rendent compte de la façon dont une langue, dans son entièreté, médiatise les rapports de l'homme avec le réel perceptible ou invisible. Glorifier le joual, c'est davantage isoler le Québec, accentuer ses névroses, aggraver son complexe suicidaire. On ne dénoncera jamais assez les agents de réduction, d'avachissement qui se cachent sous les masques du nationalisme linguistique ou de la lutte des classes. Prétendre que la langue française dans toute son ouverture possible, est une langue morte, bien que parlée par plusieurs peuples vivants, est le sommet de la cécité et de l'indigence intellectuelle. Ceux qui veulent nous juger, juger ce qui est valable pour notre collectivité, ne seraient-ils pas les maîtres de notre *médiocritisation*? Ne sont-ils pas des inquisiteurs de la nouvelle orthodoxie, pourfendant tout ce qui ne rampe pas ou ne s'embourbe pas dans leur complaisance et leur lâcheté?

D'ailleurs ce sont souvent les mêmes qui divisent les écrivains d'ici, les définissant soit comme Américains, soit comme Européens. Toujours les mêmes paranoïaques de la réduction! Ils n'ont pas, bien entendu, assez de mémoire pour se rendre compte qu'une génération comme celle des écrivains de LIBERTÉ est à la fois profondément américaine et européenne, parce qu'elle est profondément québécoise. Mais ce n'est pas forcément le visage d'une Amérique de la drogue ou de la violence, qui nous fascine. Si nous allions en Californie, ce n'était pas tant pour tenter l'expérience de la marginalité, que pour saisir l'évolution d'une nouvelle pensée cybernétique dans la société post-industrielle la plus à la pointe de la remise en question. De même lorsque nous avons produit, en 1962, cinquante-deux émissions radiophoniques sur tous les aspects des trois Amériques. Ici l'ignorance est telle que nous sommes

parfois accusés d'être des Européens. Certes nous sommes liés à notre culture mère, considérant même comme des barbares ceux qui ne s'inclinent que devant leur ceinture fléchée. Etre conscient de la force intellectuelle de l'Europe, c'est accepter le mouvement des idées de l'humanité elle-même, comme on se doit d'être au courant des lignes de force de l'Orient. Sur des questions semblables, le mépris est un ballon de sots.

* * *

Après avoir effleuré à peine quelques points, j'aimerais prendre position pour la liberté de l'oeuvre littéraire, sans laquelle non seulement il n'y a pas d'écrivain, mais il n'y a pas d'homme.

Je m'oppose à ce que l'oeuvre soit endiguée par les pouvoirs de toute nature qui s'évertuent à l'intégrer dans leur structure prétendument totale. Ainsi, pour moi, la poésie est un trajet dialectique. Je refuse à tout pouvoir le droit de déterminer le moment de ma synthèse. Je revendique la vie de l'errance. Par définition, « l'écriture » est une transgression du général que domine l'idéologie. Elle est un travail contre sa domination. C'est dans la mesure où elle est une « écriture » qu'elle se ferme à toute pression extérieure au désir la constituant en tant qu'oeuvre. L'écrivain qui cède à l'érosion de l'anti-écriture, qui se soumet aux pouvoirs multiples prétendant le récupérer à leurs fins, s'abandonne effectivement aux cerveaux-commissaires, aux gérants fonctionnalistes de la consommation, aux barbares du néo-nationalisme. L'oeuvre qui se considère récupérable, se nie dans sa spécificité. C'est comme si elle acceptait une finalité à l'extérieur de sa propre errance tendue vers sa forme avec toute l'épaisseur de la condition humaine.

Certes le tyran ou l'Etat peut broyer l'écrivain, mais l'oeuvre elle-même témoigne à jamais de sa présence d'être et de liberté. Elle n'est le produit d'aucun « grand texte », étant elle-même une image unique du « grand texte » qu'est toute

littérature, tout corpus d'oeuvres dans une langue donnée. L'oeuvre, l'« écriture », se situe donc essentiellement dans une relation dialectique avec la littérature. On voit que le terme « écriture » n'est pas inutile. Peut-être, comme le disait Roland Barthes, l'écrivain est-il récupéré par la littérature, mais peut-on parler de récupération de l'oeuvre elle-même lorsque celle-ci, unique dans son épiphanie à un moment précis de l'évolution du « grand texte », permet à la littérature d'*être*. On pourrait presque dire qu'il n'y a de littérature que du passé, la littérature étant même une sorte de musée. C'est pourquoi rien ne prouve que l'oeuvre naissante qu'un écrivain offre à son temps, prolongera la littérature, puisque d'une certaine façon, l'oeuvre est toujours une contestation de la littérature comme institution. Sans doute finit-elle toujours par être récupérée par la littérature, mais celle-ci ne peut le faire qu'en se modifiant elle-même.

Si on pouvait dire en un mot ce qu'est LIBERTÉ, on devrait dire qu'elle est un *espace d'écriture* où un certain nombre d'écrivains québécois et étrangers se manifestent dans la liberté de leur désir, tout en prenant conscience qu'ils ont le devoir d'être vigilants, veilleurs de l'entièreté de l'homme. Ainsi deviennent-ils parfois des écrivains.

FERNAND OUELLETTE